

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

15 novembre 2018

---

**LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1396)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT****N ° 1523**

présenté par

Mme Le Pen, M. Aliot, M. Bilde, M. Chenu, M. Collard et M. Pajot

-----

**ARTICLE 48**

À l'alinéa 8, substituer aux mots :

« peut soit limiter ses autorisations d'absence, soit ordonner l'emprisonnement de la personne pour la durée de la peine restant à exécuter. La décision est prise conformément aux dispositions de l'article 712-6 »

les mots :

« ordonne l'emprisonnement de la personne pour la durée de la peine restant à exécuter »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La détention électronique à domicile sous surveillance électronique souligne que la justice marque une certaine forme de confiance le personne condamnée. Toute rupture de cette confiance, tel que le définit le début de cet alinéa, doit entraîner l'incarcération immédiate.